

Convention collective

IDCC : 8531. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES ET SCIERIES AGRICOLES
(BRETAGNE)**

(15 octobre 1985)

(Etendue par arrêté du 28 juillet 1986,
Journal officiel du 5 août 1986)

AVENANT N° 29 DU 10 MARS 2009

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : *AGRS0997076M*

IDCC : 8531

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers et scieurs de Bretagne ;

L'union régionale des syndicats de propriétaires forestiers et sylviculteurs
de Bretagne,

D'une part, et

L'union régionale CFTC ;

La fédération générale agroalimentaire de la région Bretagne CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation
des tabacs et des activités annexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 44 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention collective régionale relatives à la garantie incapacité sont modifiées :

Garantie incapacité

Le 3^e paragraphe est ainsi modifié :

« Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter du premier jour d'absence si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 8^e jour d'absence dans tous les autres cas. »

Article 2

Les dispositions de l'article 44 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention collective régionale relatives à la cotisation sont modifiées :

Cotisation

Les deux premiers alinéas du paragraphe 2 « Répartition des taux » sont ainsi modifiés :

« 2. Répartition des taux

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est, pour les 2 premières années d'application, de 1,54 %, à raison de 0,80 % pour les employeurs et de 0,74 % pour les salariés.

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies au-delà des 2 premières années d'application sera de 1,37 %, à raison de 0,71 % pour les employeurs et de 0,66 % pour les salariés.

La fraction de cotisation destinée à la couverture :

- d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie ;
- d'autre part, de l'intégralité des risques accident du travail,

est à la charge exclusive de l'employeur.

3. Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

Pendant les 2 premières années d'application :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire + relais	0,88	0,50	0,38
Invalidité	0,26	0,12	0,14
Décès	0,40	0,18	0,22
Total	1,54	0,80	0,74

Au-delà des 2 premières années d'application :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire + relais	0,75	0,43	0,32
Invalidité	0,22	0,10	0,12
Décès	0,40	0,18	0,22
Total	1,37	0,71	0,66

Article 3

Les dispositions du présent accord prendront effet le premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 10 mars 2009.

(Suivent les signatures.)